



DÉCLARATION LIMINAIRE

DU CDAS

DU 03 JUILLET 2019

Cette instance paritaire est peut-être l'une des moins connues des agents des Finances, elle n'annonce pas de nouvelles glaçantes comme la géographie revisitée lors des comités techniques, ni ne soulèvent l'indignation comme bien trop souvent lors des CHSCT alors que l'insalubrité du SIP de Noisy-le-Sec avait fini par être un titre dans la presse locale, mais elle est pourtant celle qui les touche le plus dans leur quotidien. Si certains voudraient la résumer aux cantines et à l'arbre de Noël, il n'en est rien, car cela reviendrait à négliger le travail de notre délégation, des assistantes sociales, des correspondants sociaux, et d'autres.

En effet, tous nous œuvrons à notre niveau, et selon notre rôle, pour que les fonctionnaires des Finances Publiques de ce département puissent jouir au mieux d'une action sociale permettant la satisfaction des besoins primaires tels que le logement, la restauration, la garde des enfants, mais aussi l'épanouissement personnel avec des sorties, l'accès à la presse : tout simplement le mieux-vivre et si cela se fait dans le cadre du travail c'est parce que c'est nécessaire et parce que les agents y ont droit !

Pourtant, quelle reconnaissance de l'Administration quand elle ampute un budget s'amenuisant, ne fournissant que peu d'explications et n'offrant qu'une éventuelle perspective de restitution, à une date inconnue, rendant l'utilisation de cet argent hâtive si ce n'est difficile.

Quelle reconnaissance, quand notre délégation est en souffrance de personnel, qu'ainsi les délégués ne restent que quelques années en poste, qu'ils font des horaires inacceptables et que des documents ne peuvent-être transmis malgré leur investissement reconnu par la plupart.

Oui, nous avons boycotté la première instance, car nous sommes là en tant que représentant du personnel, élu par les collègues, et non comme des figurants institutionnels.

Nous participons au dialogue social, quand bien même il doit devenir âpre, et ceux par tous les moyens, car nous défendons des valeurs et non des principes !

À l'heure où l'Administration rogne, dès qu'elle le peut les moyens d'une action sociale, il est plus que nécessaire que la voix des agents se fasse entendre par leurs représentants.

Nous disons non à cette politique d'austérité qui dépouille cette instance de ses moyens financiers et humains.

Nous disons non à l'uniformisation de l'action sociale qui fait fi des disparités départementales, dans le seul but de diminuer le coût qu'elle voit dans ses agents. Les personnels ne sont pas un coût mais bel et bien la force de cette Administration et ils méritent que l'action sociale soit aussi considérée comme tel.